



AVEC LA FSU DANS L'ACTION

Pour les droits sociaux, les salaires et les services publics

*Les droits des
salarié-es ne sont
pas un problème...*

*...mais
leur amélioration
est la solution.*

La FSU partage les inquiétudes et préoccupations des salarié-es qui condamnent les remises en cause de leurs droits sociaux que la réforme du Code du travail génère sous couvert de flexibilité et d'adaptabilité du marché du travail. Elle s'associe à l'indignation des salarié-es du secteur privé en lutte le 12 septembre pour obtenir un Code du travail protecteur et des créations d'emplois de qualité.

Il s'agit d'un enjeu de société majeur particulièrement contre la précarité généralisée qu'induisent les facilités plus grandes de licenciement, contre la mise en concurrence des salariés entre eux, contre la diminution de leurs droits en matière de santé et de sécurité au travail, et contre la mise en cause des droits syndicaux. En tant que première fédération syndicale de l'Éducation, la FSU est particulièrement attentive et s'inquiète de l'avenir qui se dessine pour la jeunesse.

Les annonces et décisions prises par le gouvernement durant l'été sont guidées par l'austérité mettant ainsi à mal les solidarités, s'attaquant brutalement aux droits sociaux: nouvelle réduction des dépenses publiques, suppressions de contrats aidés, baisse des APL, etc. Le gouvernement poursuit une politique libérale lourde de conséquences pour les salarié-es et les retraité-es en s'attaquant notre modèle social.

Pour les fonctionnaires et les retraité-es, le coup de rabot et la stigmatisation comme seule politique ?!

Pour les agents de la Fonction publique, la période est particulièrement brutale : gel du point d'indice alors que l'inflation repart, prévision de 120 000 suppressions d'emplois (dont 70 000 dans la seule Fonction Publique Territoriale), rétablissement de la journée de carence, augmentation de la CSG sans garantie d'amélioration du pouvoir d'achat et menace d'une possible remise en cause du calendrier des mesures PPCR - ce qui constituerait une trahison des engagements de l'État - baisse des dotations aux collectivités locales. Pour 10 millions de retraité-es dont la pension nette est supérieure à 1 200 euros mensuels, c'est une amputation sèche du pouvoir d'achat qui est programmée avec la hausse de la CSG sans aucune compensation. La politique que le gouvernement s'apprête à mener va à l'encontre d'une nécessaire relance.

Refusons cette logique, toutes et tous dans l'action !

Parce que rien n'est joué, la FSU a engagé un plan de mobilisation :

- En continuant de participer, avec les salariés du privé, aux actions contre la destruction du Code du Travail
- En menant une campagne d'opinion et d'intervention à tous les niveaux pour expliquer le rôle des services publics et de leurs agents dans la construction d'une société plus juste et solidaire
- En organisant une semaine d'action début octobre et le 8 novembre à Paris pour un plan de titularisation des contractuels de la Fonction Publique
- En appelant à une journée d'action unitaire pour le pouvoir d'achat des retraités le 28 septembre
- En construisant, avec l'ensemble des fédérations de fonctionnaires une journée d'action au mois d'octobre, la plus unitaire possible, afin d'exprimer le désaccord des agents avec les mesures d'austérité, en exigeant la réorientation et porter les revendications pour les personnels.

